

# L'Égypte sans illusion pour le sacre annoncé d'al-Sissi

**Quatre ans après son plébiscite, le président égyptien brigue un second mandat sans réel concurrent. La population l'accepte, faute d'autre choix.**

## LE CAIRE

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Il y a une drôle d'ambiance dans les rues du Caire depuis plusieurs jours. Partout, le panorama est obstrué d'affiches bariolées, fleuries de l'aigle doré et du portrait d'un homme que les Égyptiens ne connaissent que trop bien : celui de leur président Abdel Fatah al-Sissi, candidat à sa réélection – le scrutin, ouvert ce lundi, se prolonge jusqu'à mercredi. « Disons oui à al-Sissi, il construit notre futur. Vive l'Égypte ! », peut-on lire sur les posters.

Bassem, 30 ans, est bloqué dans son taxi depuis 6 heures du matin. Depuis plus d'une semaine, la circulation est impraticable dans les rues de la capitale. La ville paralysée, il n'a gagné que 45 EGP – livres égyptiennes – (2,25 euros) aujourd'hui. « Tous les jours, je me demande comment je vais payer le mec à qui je loue la voiture. C'est 280 EGP (14 euros) de location par jour. Je suis criblé de dettes, je ne sais plus comment m'en sortir », souffle le jeune homme, père de deux petites filles.

Un an après la mise en œuvre de réformes pour sauver le pays d'une grave crise financière et malgré un prêt du FMI de 12 milliards de dollars, la population subit de plein fouet la coupe des subventions étatiques et l'inflation, qui atteint plus de 30 % par rapport à fin 2016. « Je suis un bosseur, je suis honnête, je n'arnaque jamais les gens mais, là, je ne sais plus comment survivre », explique Bassem.

## « C'est fini pour nous »

Quand on désigne les portraits déroulés sur les façades des immeubles qui

toisent la population, il remonte en silence les vitres électriques de son véhicule. « L'élection ne va rien changer. C'est... enfin tu sais bien, non ? C'est fini pour nous », murmure-t-il.

L'habitable fermé des taxis est devenu, en Égypte, l'un des seuls espaces de liberté où l'on peut encore parler de politique, mais Bassem préfère ne pas s'y risquer. Pourquoi débattre puisqu'Abdel Fatah al-Sissi est assuré de l'emporter ?

Depuis 4 ans, le bâillonnement de la société civile et les arrestations systématiques des potentiels opposants ont réduit fortement la possibilité de voir émerger une quelconque compétition lors de ce scrutin. Quelques téméraires se sont déclaré candidats en début d'année, mais leurs rêves de présidence ont rapidement été déçus. Ahmed Shafiq, Khaled Ali, Sami Anan, Mohamed Anouar al-Sadate, Ahmed Konsowa... Tous ont été arrêtés, visés par des plaintes ou menacés avec assez d'insistance pour qu'ils décident de se retirer de leur plein gré.

## « J'ai un programme, al-Sissi a un bilan »

Pour les experts, aucun de ces candidats ne pouvait sérieusement espérer défier l'ex-maréchal, fort d'une première victoire électorale acquise avec 96,9 % des voix en 2014. Mais leur participation aurait pu créer un débat sur les politiques menées par le gouvernement actuel. Une confrontation que le régime redoute alors qu'il peine à redresser l'économie, combattre le terrorisme et est régulièrement accusé de procéder à une répression aveugle des voix dissonantes.

Dans ses bureaux de campagne, Moussa Mostafa Moussa, président du parti centriste-libéral al-Ghad et seul

opposant à l'ex-maréchal, le concède : il

n'a aucune chance de gagner. « J'ai un programme, mais al-Sissi a un bilan. C'est difficile de l'emporter, je suis face à quelqu'un de très populaire ; moi, personne ne me connaît. » Pourquoi alors s'être présenté à la dernière minute, alors même qu'il arborait sur sa page Facebook des messages de soutien à al-Sissi jusqu'à l'annonce de sa candidature ? « Nous ne sommes pas ennemis, je l'ai soutenu au maximum jusqu'au

bout, mais quand j'ai vu qu'il n'y avait personne face à lui, je me suis dit qu'il fallait que j'entre dans la course ; le référendum, ce n'est pas bon pour notre image. C'est mon devoir patriotique de participer à cette élection, il faut jouer le jeu démocratique. »

En bas, Abdelrahman, 63 ans, fait sa tournée habituelle. « L'autre candidat n'est personne. Moi je vais voter pour al-Sissi ! », lance-t-il enthousiaste. C'est un

homme très fort qui est en train de sauver notre pays. Il a fait plein de beaux projets : le canal de Suez, la nouvelle capitale, de nombreux logements... C'est vrai qu'il est dur, mais on n'a pas le choix : en Égypte, quand tu n'es pas dur, le pays se perd. On voit ce qui s'est passé avec la révolution ! Je veux qu'il refasse un deuxième mandat, encore 4 ans, c'est bien ! Ça lui laisse le temps de finir les choses. Mais pas plus ! Ah non ! Après ça, il faut que ça change ! Sinon, on repart sur la même chose qu'avec Moubarak ! »

Quatorze organisations de défense des droits humains ont déjà qualifié l'élection de « ni libre ni équitable », alors qu'au même moment au Parlement égyptien, une loi est en train d'être débattue pour allonger la durée du mandat présidentiel. ■

JENNA LE BRAS

# terrorisme « Sinaï 2018 » veut terrasser Daesh

LE CAIRE

DE NOTRE CORRESPONDANTE

C'est un vendredi comme les autres. Une matinée seulement perturbée par le déballage des tapis de prière devant les mosquées pour la salat al-Gomaa – la « prière du vendredi ». Mais ce jour-là règne une étrange agitation. Depuis plusieurs jours déjà, de nombreux blindés militaires se sont positionnés aux abords de la ville d'al-Arich et des principales villes du Nord-Sinaï : Rafah, Sheikh Zuweid.

« On s'est levé avec le bruit des bombardements au loin. Dehors, tout était mort, des hommes en armes circulaient partout. On nous a dit que toutes les routes avaient été bloquées, les moyens de transports interdits, qu'on était coincés dans la ville », raconte Esraa, originaire d'al-Arich, présente au domicile familial.

## « Droit des Martyrs », acte V

Quelques heures auparavant, les forces armées égyptiennes ont annoncé qu'elles lançaient une opération militaire « globale » visant à « mettre fin au terrorisme » dans la péninsule. Déjà sous état d'urgence depuis presque un an, le pays passe d'« alerte nationale » à « sécurité maximale ». La cinquième phase de l'opération « Droit des Martyrs », visant à éradiquer la menace terroriste du territoire, est lancée et baptisée « Sinaï 2018 ».

Le Nord-Sinaï est sous état d'urgence spécial et soumis à un couvre-feu drastique depuis trois ans, mais cela n'a pas empêché les militants de Wilayat Sinaï,

« Province du Sinaï », branche égyptienne de l'organisation de Daesh – le groupe État islamique – de procéder à des attaques d'envergure et notamment à l'attentat le plus meurtrier de l'histoire contemporaine de l'Égypte. Le 24 novembre dernier, 325 personnes ont été tuées dans l'assaut de la mosquée al-

Radwah. Un carnage non revendiqué mais qui porte la signature du groupe, qui a tenté d'étouffer sa responsabilité après la controverse, jusque dans ses rangs, de cette attaque contre un lieu de culte musulman. Le président égyptien avait alors promis de répondre avec « la force brutale » et donné trois mois à ses forces armées pour rétablir la sécurité.

## Une opération d'envergure

Quelque 60.000 hommes et 335 avions de combat participent à cette offensive dans le Nord-Sinaï, mais aussi dans le Delta et le désert occidental. Un mois après le début de « Sinaï 2018 », Tamer el-Refai, le porte-parole des forces armées égyptiennes, a annoncé son extension, se félicitant des résultats obtenus : « 1.907 caches découvertes, 407 agents infiltrés arrêtés, 5 tunnels détruits. » Cent cinq insurgés auraient aussi été tués dans les combats, selon un communiqué publié par l'armée.

Dans le Nord-Sinaï, on croyait au début à une opération finale pour débarasser la région des militants extrémistes, on comprend rapidement que cet état de guerre va perdurer. « Désormais, nous avons des affrontements jusque dans le centre-ville », raconte un jeune étudiant d'al-Arish, nous sommes cloîtrés chez nous, les écoles ont été fermées. » A l'université, ce qui devait être un *spring break* de quelques semaines s'est transformé en annulation complète du semestre.

Certains habitants décrivent même un état de siège. « C'est la guerre », souffle un habitant de Bir al-Abd. Pour empêcher les djihadistes de trouver refuge dans les villes, l'armée interdit aux résidents de circuler sans avoir obtenu une autorisation spéciale. Un contrôle qui s'applique aussi aux camions de marchandises : « Nous sommes pris dans l'étau de la famine, il y a des

morts, notamment parmi les enfants, à Sheikh Zuweid, Rafah. Ils surviendront aussi bientôt à al-Arich, ce n'est qu'une question de jours. Les gens survivent avec du pain », s'alarme un Bédouin réfugié dans une zone reculée des combats. Les populations du Sinaï nourrissaient déjà un fort ressentiment contre

l'armée, jugée trop brutale et ne faisant pas la différence entre civils et terroristes. Avec cette opération de force, la colère s'amplifie.

## « Gagner l'appui des Bédouins »

Pour Oded Berkowitz, spécialiste du terrorisme, si les djihadistes sont affaiblis, une victoire rapide contre le groupe « Province du Sinaï » est néanmoins peu probable. « L'action militaire doit être combinée avec un effort pour gagner le soutien de la population locale, notamment bédouine. Or les nouvelles opérations aggravent les difficultés qui existent déjà : destructions de maisons, dommages collatéraux, privations, etc. C'est actuellement le principal défi auquel les autorités font face et probablement la principale raison pour laquelle ils ne seront pas en mesure de défaire l'EI. » Un avis partagé par Mohannad Sabry, auteur de *Sinaï : Egypt's Linchpin, Gaza's Lifeline, Israel's Nightmare* : « Dans l'immédiat, cette opération donne plus de voix à l'EI pour recruter une communauté locale en colère contre l'État », explique-t-il, rappelant la longue histoire d'humiliations contre cette population, qui a « gâché la relation entre l'Égypte et le Sinaï depuis des décennies ». « Aucune armée conventionnelle ne battra jamais une organisation militante, ajoute-t-il. Elle peut aplatir le Sinaï et pousser le terrorisme sous terre, mais il reviendra plus fort et plus capable de s'adapter, c'est exactement ce qui se passe maintenant. » ■

J. Le Br.